

Histoire

CHAPITRE 2 – La France et l'Europe à l'heure napoléonienne (1799-1815)

Cours 1 p. 50 : Terminer la Révolution : la France napoléonienne

A p. 50 : Un exercice autoritaire du pouvoir

a. Le Consulat : un exécutif fort

Après le coup d'État du 18 Brumaire (9 novembre 1799), le général Bonaparte fait adopter la Constitution de l'an VIII, qui instaure un nouveau régime républicain : le Consulat. Le pouvoir est concentré dans les mains du Premier Consul, Bonaparte. Chef de l'exécutif, il a l'initiative des lois et nomme les ministres, les juges et les hauts fonctionnaires. En 1802, il se fait nommer Consul à vie. Morcelé en quatre instances (Conseil d'État, Sénat, Tribunat et Corps législatif), le pouvoir législatif est affaibli. [doc. 1]

b. La France sous surveillance

Le suffrage universel masculin est rétabli, mais étroitement contrôlé. Les électeurs votent pour des listes de notables, dans lesquelles le Sénat choisit ceux qui siègent dans les assemblées. Des **plébiscites**, aux résultats truqués, sont organisés pour mettre en scène le soutien populaire à Bonaparte [doc. 2]. La police voit ses moyens renforcés. La censure fait taire les voix dissidentes. L'instauration du **livret ouvrier** en 1803 renforce l'emprise des patrons sur leurs employés.

c. L'Empire : le retour de la monarchie

En 1804, Bonaparte met fin au Consulat et devient « empereur des Français » sous le nom de Napoléon I^{er}. Il organise son sacre à Notre-Dame de Paris en présence du pape. En 1808, une noblesse héréditaire, dite « noblesse d'Empire », est recréée. En 1810, Napoléon épouse la fille de l'empereur d'Autriche, Marie-Louise, avec laquelle il a un enfant destiné à lui succéder : une dynastie est ainsi fondée.

B p. 51 : Une France nouvelle

a. Réconcilier les Français

Le Concordat, conclu en 1801 entre la France et le pape, met un terme aux troubles provoqués par la Constitution civile du clergé (Chapitre 1, p. 19). Le catholicisme est reconnu comme la « religion de la grande majorité des citoyens français » et l'Église soutient le régime avec le **catéchisme impérial**. Mais les **cultes protestants et juif** sont reconnus [**Repères**]. Le Concordat facilite la réconciliation avec les royalistes et le retour des émigrés. Il rassure les nombreux paysans qui ont acquis des biens appartenant à l'Église (Chapitre 1, p. 19), car celle-ci renonce par cet accord à récupérer ces biens.

b. Napoléon et l'héritage révolutionnaire

Certains acquis révolutionnaires sont reniés par Napoléon : il restaure un gouvernement monarchique et héréditaire, rétablit l'esclavage dans les colonies en 1802 et restreint les libertés politiques des Français.

D'autres acquis révolutionnaires sont au contraire pérennisés : le **Code civil** de 1804 garantit l'égalité des citoyens devant la loi et le droit de propriété. L'infériorité juridique de la femme, qui n'est pas nouvelle, est désormais gravée dans la loi qui la place sous la tutelle de son père, puis de son mari.

c. Refonder l'État

Bonaparte veut refonder la France sur des bases solides, qu'il appelle les « masses de granit ». Dans chaque département, un préfet représente l'État et relaie l'action du gouvernement. La création de la Banque de France en 1800 et d'une nouvelle

monnaie, le franc germinal, en 1803, permet de stabiliser l'économie. Les lycées, créés en 1802, doivent améliorer la qualité de l'enseignement, qui demeure toutefois réservé à une élite masculine et fortunée. [**doc. 3**]

Cours 2 p. 52 : L'Europe conquise et transformée

A p. 52 : L'expansion française

a. Une paix fragile

L'inquiétude des monarchies européennes, hostiles à la Révolution, est ravivée par l'installation du régime napoléonien. Bonaparte a certes rétabli une monarchie en France, mais il reste à leurs yeux l'héritier d'une révolution qu'elles haïssent. Ainsi le Royaume-Uni, qui avait signé la paix d'Amiens en mars 1802, relance les hostilités dès mai 1803 : il participe dès lors à toutes les guerres contre la France.

b. Le temps des conquêtes

La **Grande Armée** enchaîne dans un premier temps les victoires. Les troupes autrichiennes et russes sont défaites à Ulm et Austerlitz en 1805. Puis Napoléon bat les Prussiens à Iéna et Auerstaedt en 1806 et les Russes à Eylau et Friedland en 1807. Le 7 juillet 1807, le tsar Alexandre I^{er} signe avec Napoléon la paix de Tilsit. Chacune de ces victoires de la Grande Armée étend un peu plus la domination française en Europe. [doc. 1]

c. L'échec du blocus continental

Dernière puissance européenne à s'opposer à la France, le Royaume-Uni domine les mers depuis sa victoire sur la flotte française à Trafalgar en 1805. Face à l'impossibilité de débarquer outre-Manche, Napoléon déplace la guerre sur le terrain économique. En 1806, il instaure le **blocus continental**, qui interdit à l'ensemble des pays d'Europe continentale de commercer avec le Royaume-Uni. Il espère ainsi provoquer une crise qui pousserait les Britanniques à négocier. Pour le faire

respecter, il intervient militairement au Portugal en 1807, puis en Espagne l'année suivante.

B p. 53 : L'éphémère hégémonie française

a. Le grand empire

La domination napoléonienne sur l'Europe atteint son apogée en 1811. Napoléon, qui cumule les titres d'empereur des Français et de roi d'Italie, règne alors sur une France de 130 départements et 45 millions d'habitants. Il place ses frères sur les trônes de Naples, d'Espagne et de Hollande [**doc. 2**]. Les autres États du continent sont soumis ou contraints de s'allier à la France (Prusse, Russie et Autriche).

b. Libération ou occupation ?

La domination française est, dans un premier temps, plutôt bien accueillie par les populations européennes. En diffusant le Code civil [**doc. 3**], elle leur fait bénéficier des avancées de 1789, notamment l'abolition de la féodalité.

Mais à mesure que les réquisitions militaires et les impôts s'alourdissent, des résistances se développent en Espagne, dans le royaume de Naples, le Tyrol et en Allemagne. Partout, l'occupation française contribue à l'éveil d'un sentiment national qui se retourne contre elle.

c. L'effondrement

En 1812, Napoléon déclare la guerre à la Russie, qui a rompu le blocus continental. Prise au piège de l'hiver russe, la Grande Armée est décimée. Les États soumis en profitent pour reprendre leur indépendance. En 1814, la France est envahie par les troupes autrichiennes et prussiennes. Vaincu, Napoléon est contraint d'abdiquer. Sa tentative de reconquête du pouvoir en 1815 (les « **Cent-Jours** ») se solde par le désastre de Waterloo et l'exil définitif à Sainte-Hélène, où il meurt en 1821.

Explorer 1 p. 58 : Bonaparte : un homme de paix ?

La fin des guerres extérieures

À son arrivée au pouvoir, Bonaparte hérite d'une France en guerre avec ses voisins européens depuis 1792. Grâce à ses succès militaires, il rétablit la paix en deux ans à peine. L'Autriche, par le traité de Lunéville, et la Russie, par celui de Paris, mettent un terme à leur guerre contre la France en 1801. L'année suivante, le Royaume-Uni signe la paix d'Amiens. Le retour à la paix s'avère toutefois de courte durée, les hostilités reprenant dès 1803.

La fin des conflits intérieurs

Le Premier Consul veut aussi rétablir la paix intérieure après une décennie de divisions engendrées par la Révolution. En concluant le Concordat avec le pape en juillet 1801, il réconcilie la France révolutionnaire et l'Église catholique. Ce rapprochement facilite le retour en France des émigrés, qui s'étaient exilés à l'étranger pour préparer une Contre-Révolution.

Doc 2 p. 58 : Célébrer la concorde et la paix

Français, ce jour est destiné à célébrer cette époque d'espérance et de gloire où tombèrent des institutions barbares, où vous cessâtes d'être divisés en deux peuples : l'un condamné aux humiliations, l'autre marqué pour les distinctions et pour les grandeurs ; où vos propriétés furent libres comme vos personnes ; où la féodalité fut détruite, et avec elle ces nombreux abus que des siècles avaient accumulés sur vos têtes. Cette époque, vous la célébrâtes en 1790, dans l'union des mêmes principes, des mêmes sentiments et des mêmes vœux. Vous l'avez célébrée depuis, tantôt au milieu des triomphes, tantôt sous le poids des revers, quelquefois aux cris de la discorde et des factions⁽¹⁾.

Vous la célébrez aujourd'hui sous de plus heureux auspices⁽²⁾. La discorde se tait, les factions sont comprimées, l'intérêt de la patrie règne sur tous les intérêts. Le gouvernement ne connaît d'ennemis que ceux qui le sont de la tranquillité du peuple. La paix continentale a été conclue par la modération. Notre puissance et l'intérêt de l'Europe en garantissent la durée. Vos frères, vos enfants rentrent dans vos foyers, tous dévoués à la cause de la liberté, tous unis pour assurer le triomphe de la République. Bientôt cessera le scandale des divisions religieuses. Un Code civil, mûri par la sage lenteur des discussions, protégera vos propriétés et vos droits.

Napoléon Bonaparte, Proclamation au peuple français du 14 juillet 1801.

(1) Groupes partisans qui cherchent à s'emparer du pouvoir.

(2) Circonstances permettant d'envisager l'avenir.

Doc 3 p. 59 : Le Concordat (1801)

Le gouvernement de la République reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des citoyens français. [...]

Article 1 – La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France. Son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique [...].

Article 5 – Les nominations aux évêchés [...] seront faites par le Premier Consul. [...]

Article 6 – Les évêques [...] prêteront directement, entre les mains du Premier Consul, le serment de fidélité [...] exprimé dans les termes suivants : « Je jure et promets à Dieu, sur les Saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence⁽¹⁾, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au-dedans soit au-dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse⁽²⁾ ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au Gouvernement. [...] »

Article 13 – Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux établissement de la religion catholique, déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques [...].

Article 14 – Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés.

**Traité signé à Paris le 15 juillet 1801 entre les représentants du Premier Consul
Bonaparte et du pape Pie VII.**

(1) Complicité.

(2) Territoire dirigé par un évêque.

Explorer 2 p. 60 : Pourquoi un Code civil ?

Un projet hérité de la Révolution

La Révolution a aboli les privilèges et proclamé l'égalité de tous devant la loi, mais il reste à unifier le droit, qui, sous l'Ancien Régime, variait selon les provinces. Pour répondre à ce besoin, la Constitution de 1791 prévoit la rédaction d'un « code des lois civiles communes à tout le royaume ». Mais les différents projets n'aboutissent pas. En 1801, Napoléon charge quatre juristes, dont l'avocat Jean-Étienne Portalis, de rédiger enfin ce Code.

Des avancées et des reculs

Promulgué le 21 mars 1804, le Code civil des Français est rebaptisé Code Napoléon en 1807. Ses 2 281 articles confirment les principaux acquis de 1789 en matière d'égalité civile et de respect des libertés fondamentales. Mais il inscrit dans la loi l'infériorité des femmes, éternelles mineures vouées à passer de l'autorité de leur père à celle de leur mari.

Doc 1 p. 60 : Une « législation uniforme »

Quel spectacle s'offrait à nos yeux ! On ne voyait devant soi qu'un amas confus et informe de lois étrangères et françaises, de coutumes générales et particulières, d'ordonnances abrogées et non abrogées, de maximes écrites et non écrites, de règlements contradictoires et de décisions opposées. On ne rencontrait partout qu'un dédale mystérieux dont le fil nous échappait à chaque instant, on était toujours prêt à s'engager dans un immense chaos. [...] Aujourd'hui, une législation uniforme fait disparaître ces absurdités et ces dangers ; l'ordre civil vient cimenter l'ordre politique. Nous ne sommes plus Provençaux, Bretons, Alsaciens, mais Français. [...]

L'uniformité n'est pas seulement établie dans les rapports qui doivent exister entre les différentes portions de l'État ; elle est établie encore dans les rapports qui doivent exister entre individus. Autrefois les distinctions humiliantes que le droit politique avait introduites entre les personnes s'étaient glissées jusque dans le droit civil. Il y avait une manière de succéder pour les nobles, et une autre manière de succéder pour ceux qui ne l'étaient pas ; il existait des propriétés privilégiées que ceux-ci ne pouvaient posséder, au moins sans une dispense du souverain. Toutes ces traces de barbarie sont effacées ; la loi est la mère commune des citoyens, elle leur accorde une égale protection à tous. [...]

On n'a pas cherché, dans la nouvelle législation, à introduire des nouveautés dangereuses. On a conservé des lois anciennes tout ce qui pouvait se concilier avec l'ordre présent des choses ; [...] on a posé de sages règles pour le gouvernement des familles.

Jean-Étienne Portalis, Exposé des motifs de la loi relative à la réunion des lois civiles en un seul corps de lois, sous le titre de Code civil des Français, 19 mars 1804.

Doc 2 p. 60 : Quelques extraits du Code civil

Article 8 – Tout Français jouira des droits civils.

Article 146 – Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement.

Article 212 – Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

Article 213 – Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari.

Article 214 – La femme est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre partout où il juge à propos de résider : le mari est obligé de la recevoir, et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

Article 229 – Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.

Article 230 – La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune.

Article 544 – La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements.

Article 545 – Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Explorer 3 p. 62 : Quelles sont les conséquences du rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises ?

Une abolition incomplète

L'abolition de l'esclavage, votée par les députés de la Convention en février 1794, a été mise en œuvre à Saint-Domingue, en Guyane et en Guadeloupe. Dans les autres colonies françaises, l'occupation anglaise (Martinique) ou l'opposition des colons (Réunion, île Maurice) a empêché son application.

Un rétablissement difficile

Quand Bonaparte arrive au pouvoir, une grande agitation règne à Saint-Domingue et en Guadeloupe. Des troupes sont envoyées en Guadeloupe, où elles écrasent, en mai 1802, la révolte dirigée par Louis Delgrès. Une autre armée doit reprendre le contrôle de Saint-Domingue. Mais sa tâche est compliquée par la décision du Premier Consul de rétablir l'esclavage, annoncée le 20 mai 1802, qui renforce la détermination des insurgés. Ceux-ci, commandés par Toussaint-Louverture, puis Jean-Jacques Dessalines, chassent les Français. Le 1^{er} janvier 1804, Saint-Domingue devient une république indépendante sous le nom d'Haïti.

Doc 1 p. 62 : « Obéissons à la nécessité »

Citoyens législateurs, l'excès de philanthropie⁽¹⁾ est souvent à côté de l'erreur politique. [...] Sans les colonies, la France ne trouverait pas dans la paix le moyen de conserver sa gloire et le fruit de ses triomphes. [...] Ce ne sera pas en vain que nous aurons fait tant et de si grands sacrifices pour reconquérir les colonies que nos aïeux avaient formées. Qu'elles soient pour la métropole tout ce qu'elles doivent être. Mais pour que ces destinées soient remplies, il faut que la culture des colonies soit assurée ; il faut vaincre la difficulté du climat. En Europe, la terre est la matière première. Partout des bras s'offrent pour elle ; et nous voyons que les hommes qui sont voués aux travaux mécaniques de l'agriculture savent se rendre dignes d'être comptés au rang de citoyens. Dans nos colonies, les bras sont presque tout. L'expérience nous apprend quels sont les bras qui seuls peuvent être employés à leur culture. Elle nous dit quels sont les êtres pour lesquels la liberté n'est qu'un fruit empoisonné. [...] Obéissons à la grande loi des empires et à la nécessité. Ne troublons pas le monde par des théories.

Intervention de François Jaubert, député au Tribunat, lors des débats précédant l'adoption de la loi rétablissant l'esclavage, le 20 mai 1802.

(1) « Amour de l'humanité ». Utilisé pour désigner les abolitionnistes hostiles à l'esclavage et à la traite.

Doc 2 p. 62 : La résistance en Guadeloupe

Peu après cette proclamation, le 28 mai 1802, Delgrès et 300 de ses compagnons se suicident à l'explosif plutôt que de se rendre.

C'est dans les plus beaux jours d'un siècle à jamais célèbre par le triomphe des lumières et de la philosophie qu'une classe d'infortunés qu'on veut anéantir se voit obligée de lever la voix vers la postérité, pour lui faire connaître lorsqu'elle aura disparu, son innocence et ses malheurs. [...] Citoyens de la Guadeloupe, vous dont la différence de l'épiderme est un titre suffisant pour ne point craindre les vengeances dont on nous menace, [...] vous avez entendu les motifs qui ont excité notre indignation. La résistance à l'oppression est un droit naturel. La divinité même ne peut être offensée que nous défendions notre cause ; elle est celle de la justice et de l'humanité : nous ne la souillerons pas par l'ombre même du crime. Oui, nous sommes résolus à nous tenir sur une juste défensive ; mais nous ne deviendrons jamais les agresseurs. Pour vous, restez dans vos foyers ; ne craignez rien de notre part. Nous vous jurons solennellement de respecter vos femmes, vos enfants, vos propriétés, et d'employer tous nos moyens à les faire respecter par tous. Et toi, postérité ! accorde une larme à nos malheurs et nous mourrons satisfaits.

Louis Delgrès, proclamation du 10 mai 1802.

Doc 4 p. 63 : La naissance d'Haïti

Ce n'est pas assez d'avoir expulsé de votre pays les barbares qui l'ont ensanglanté depuis deux siècles ; [...] il faut, par un dernier acte d'autorité nationale, assurer à jamais l'empire de la liberté dans le pays qui nous a vus naître ; il faut ravir au gouvernement inhumain, qui tient depuis longtemps nos esprits dans la torpeur la plus humiliante, tout espoir de nous réasservir ; il faut enfin vivre indépendants ou mourir. [...] Esclaves !... Laissons aux Français cette épithète qualificative ; ils ont vaincu pour cesser d'être libres. Marchons sur d'autres traces ; imitons ces peuples qui [...] ont préféré être exterminés que rayés du nombre des peuples libres. Gardons-nous cependant que l'esprit de prosélytisme⁽¹⁾ ne détruise notre ouvrage ; laissons en paix respirer nos voisins, qu'ils vivent paisiblement sous l'empire des lois qu'ils se sont faites, et n'allons pas, boute-feu⁽²⁾ révolutionnaires, nous érigeant en législateurs des Antilles, faire consister notre gloire à troubler le repos des îles qui nous avoisinent.

Jean-Jacques Dessalines, Acte d'indépendance de la République d'Haïti,

1^{er} janvier 1804.

(1) Volonté de diffuser ou d'imposer ses idées.

(2) Responsable d'un incendie.

Explorer 4 p. 64 : Quelles expériences partagent les soldats de la Grande Armée ?

Une armée à l'échelle de l'empire

À partir de 1804, l'armée napoléonienne prend le nom de « Grande Armée ». Une décennie durant, elle combat dans une large partie de l'Europe, de l'Espagne à la Russie en passant par l'Autriche et l'Italie. À mesure que s'étend l'empire napoléonien, les soldats français qui la composent sont rejoints par des combattants de diverses nationalités, qui lui donnent un visage de plus en plus cosmopolite.

La vie de soldat

Plusieurs millions d'hommes issus de toute l'Europe ont combattu dans les rangs de la Grande Armée. Ils tirent de cette expérience un esprit de corps et une fierté qui survivent bien après la chute de l'Empire. Mais beaucoup y laissent la vie ou la santé, et tous restent marqués par l'expérience de la guerre.

Doc 2 p. 64 : L'étrange mort d'un conscrit

Le 16 ventôse, le nommé Hocquet, de la commune de Maison-Roland (Somme), conscrit désigné par le tirage pour l'armée active, annonça qu'il en mourrait de désespoir, que déjà il se sentait très affaibli ; il fit même des adieux à ses amis et à sa maîtresse. Le 17, sa mort fut annoncée. Le curé fit un enterrement solennel, qui parut être celui du conscrit. Acte en fut dressé sur le registre public. La gendarmerie, suivant son rapport du 30, conçut des soupçons. Le maréchal des logis⁽¹⁾ se transporta sur le lieu, questionna la mère du conscrit. Elle lui avoua que son fils vivait, que l'enterrement n'était qu'une ruse pour le sauver, qu'elle-même avait mis en bière⁽²⁾ une bûche et une charogne.

**Bulletin du 22 mars 1805 adressé par Fouché (ministre de la Police)
à l'Empereur.**

(1) Sous-officier dans la gendarmerie.

(2) Cercueil.

Doc 3 p. 64 : « J'étais à la bataille d'Austerlitz ! »

Soldats ! Je suis content de vous. Vous avez à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité ; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire. Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou coupée ou dispersée. Ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs. [...] Soldats, lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impériale, je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut éclat de la gloire qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux. Mais dans le même moment, nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir ! Et cette couronne de fer, conquise par le sang de tant de Français, ils voulaient m'obliger à la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis ! [...] Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous braver et de nous menacer que de nous vaincre. [...] Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire « J'étais à la bataille d'Austerlitz », pour que l'on réponde « Voilà un brave ».

Napoléon I^{er}, Proclamation après la victoire d'Austerlitz, 3 décembre 1805.

Doc 5 p. 65 : Voir et donner la mort

Dans ses Mémoires écrits plusieurs décennies plus tard, l'artilleur Jean Viennet se remémore les lendemains de la bataille de Leipzig, qui opposa en octobre 1813 la Grande Armée aux troupes de la Russie, de l'Autriche et de la Suède.

L'espoir de retrouver quelques-uns de mes amis me fit visiter les nombreux hôpitaux de Leipzig. Quels hôpitaux, grand Dieu ! Des églises, des magasins, des écuries, des galetas⁽¹⁾ vides, un lit de paille hachée étendue sur le pavé ; et là-dessus des corps humains couchés l'un contre l'autre, les uns morts de la veille, les autres agonisant. Ceux-ci gémissant, ceux-là criant qu'on les débarrasse du voisinage d'un cadavre, tous ces malheureux couverts de sang, la tête et les membres entourés de sales chiffons, quelques chirurgiens fort rares, presque pas d'infirmiers, de charpie⁽²⁾, de bouillon, de médicaments ; et, dans les cours de ces charniers, des monceaux de cadavres nus, maigres, défigurés, attendant le tombeau qui doit les emporter dans une fosse commune. [...] Qui accuser ? la guerre et ceux qui la provoquent ? [...] Cette sensibilité est celle du lendemain, du soldat au repos. Mais la veille, l'avant-veille, pendant le combat, on n'y pense pas, le cœur est sec comme les yeux. On voit mourir, agoniser, on foule les blessés, les mourants. On ne leur donne ni une larme, ni un regret ; et chose inconcevable, horrible à dire et à penser, cette vie, ce métier, ont leur charme, leur poésie.

Jean-Pons-Guillaume Viennet, *Mémoires et journal (1777-1867)*,

Honoré Champion, 2006.

(1) Logement misérable.

(2) Morceaux de tissus utilisés comme pansements.

Explorer 5 p. 66 : Comment l'occupation française a-t-elle renforcé le sentiment national allemand ?

Les territoires allemands sous domination française

Au début du XIX^e siècle, les Allemands sont divisés en environ 300 États et villes libres, faisant partie, depuis le Moyen Âge, du Saint-Empire romain germanique. Celui-ci est dissous par Napoléon en 1806 et remplacé par la Confédération du Rhin, assujettie à la France.

L'éveil de la nation allemande

C'est dans ce contexte d'occupation et de soumission des États germaniques que le philosophe Johann Gottlieb Fichte (1762-1814) prononce à Berlin, durant l'hiver 1807-1808, une série de quatorze conférences. Tout en dénonçant l'occupation étrangère, ces *Discours à la nation allemande* appellent les Allemands à faire de ce désastre le socle d'une renaissance nationale.

Doc 1 p. 66 : L'éveil national

Si vous persistez dans votre indifférence et votre irréflexion, vous pouvez vous attendre à tous les maux de l'esclavage : privations, humiliations, mépris et arrogance du vainqueur ; on vous rejettera de partout, parce que nulle part vous ne serez jamais bien et à la bonne place, jusqu'au moment où votre peuple, par le sacrifice de sa nationalité et de sa langue, s'assurera une pauvre petite place, jusqu'à son extinction progressive. [...] Votre sort est entre vos mains : voulez-vous être une fin, les derniers représentants d'une génération indigne d'estime ? [...] Ou bien désirez-vous être un commencement et le point de départ d'une époque magnifique, dépassant tous vos espoirs et qui soit pour la postérité le point de départ d'une ère nouvelle ? Sachez que vous êtes les derniers à avoir le pouvoir d'opérer ce changement. N'avez-vous pas en effet entendu parler des Allemands comme constituant une unité, n'avez-vous eu sous les yeux le signe visible de leur unité, l'existence d'un empire ? [...] La génération qui vous succédera s'habituerà à d'autres idées, elle adoptera des formes étrangères et une autre conduite dans la vie et dans les affaires. Combien de temps faudra-t-il encore pour qu'il n'y ait plus personne qui ait vu des Allemands ou ait entendu parler d'eux ?

Johann Gottlieb Fichte, *Discours à la nation allemande*, 1807.

Explorer 6 p. 67 : Comment l'occupation française a-t-elle renforcé le sentiment national espagnol ?

Un épisode fondateur

Le 30 avril 1808, Napoléon contraint le roi d'Espagne Charles IV à abdiquer en faveur de son frère Joseph Bonaparte. En réaction, une insurrection contre les troupes françaises déjà présentes à Madrid éclate le 2 mai. Ces dernières mènent une féroce répression, qui culmine le 3 mai avec l'exécution de combattants espagnols, qui avaient été faits prisonniers. C'est le début de la guerre d'indépendance espagnole qui s'achève en 1813 par une victoire des insurgés.

Explorer 8 p. 69 : Pourquoi s'opposer à Napoléon ?

Des oppositions variées

Napoléon fait face à de multiples oppositions tout au long de son règne. Venues de la gauche républicaine ou de la droite royaliste, elles s'expriment dans des textes publiés à l'étranger pour contourner la censure. Elles prennent aussi une forme violente, comme l'attentat royaliste qui vise Bonaparte en décembre 1800 à Paris ou la tentative de coup d'État du général Malet en 1812.

Un écrivain contre l'empereur

Parmi les principaux opposants « de plume » à Napoléon, figure l'écrivain royaliste François-René de Chateaubriand (1768-1848). Issu de la noblesse bretonne, il a émigré en 1792 pour fuir la Révolution. Revenu en France en 1800, il ne pardonne pas à Napoléon l'exécution du duc d'Enghien (21 mars 1804), suspecté d'avoir voulu rétablir la dynastie des Bourbons.

Doc 1 p. 69 : Napoléon en accusation

Qu'as-tu fait pour nous ? Que devons-nous à ton règne ? [...] Qui est-ce qui a [...] enlevé les enfants aux pères, désolé les familles, ravagé le monde, brûlé plus de mille lieues de pays, inspiré l'horreur du nom français à toute la terre ? C'est toi. Qui est-ce qui a exposé la France [...] à l'invasion, au démembrement, à la conquête ? C'est encore toi. [...] Un roi légitime et héréditaire qui aurait accablé son peuple de la moindre partie des maux que tu nous as faits eût mis son trône en péril ; et toi, usurpateur et étranger, tu nous deviendrais sacré en raison des calamités que tu as répandues sur nous ! Tu régnerais encore au milieu de nos tombeaux ! Nous rentrons enfin dans nos droits par le malheur [...] ; tu ne dévoreras plus nos enfants : nous ne voulons plus de ta conscription, de ta police, de ta censure, de tes fusillades nocturnes⁽¹⁾, de ta tyrannie. Ce n'est pas seulement nous, c'est le genre humain qui t'accuse. Il nous demande vengeance au nom de la religion, de la morale et de la liberté. Où n'as-tu pas répandu la désolation ? Dans quel coin du monde une famille obscure a-t-elle échappé à tes ravages ? [...] Descends de ce monceau de ruines dont tu avais fait un trône ! Nous te chassons. [...] Va ! puisses-tu, pour seul châtiment, être témoin de la joie que ta chute cause à la France, et contempler en versant des larmes de rage le spectacle de la félicité publique !

François-René de Chateaubriand, *De Buonaparte et des Bourbons*, 1814.

(1) Le duc d'Enghien a été fusillé le 21 mars 1804 à 2 heures du matin dans les fossés du château de Vincennes après un simulacre de procès.

S'évaluer p. 70

Sujet 1 doc 1 p. 70

Lazare Carnot (1753-1823) dirigeait les armées au sein du Comité de Salut public en 1793. Il est nommé ministre de la Guerre en 1800 par Napoléon, mais il démissionne rapidement. Membre du Tribunat en 1802, il y est un des rares opposants.

Je suis loin de vouloir atténuer les louanges données au Premier Consul ; ne dussions-nous à Bonaparte que le Code civil, son nom mériterait de passer à la postérité. Mais quelque service qu'un citoyen ait pu rendre à sa patrie, il est des bornes que la raison impose à la reconnaissance nationale. Si ce citoyen a restauré la liberté publique, s'il a opéré le salut de son pays, sera-ce une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté ? Du moment qu'il fut proposé au peuple français de voter sur la question du consulat à vie, chacun put aisément juger qu'il existait une arrière-pensée et prévoir un but ultérieur. En effet, on vit succéder rapidement une foule d'institutions évidemment monarchiques. [...] Aujourd'hui se découvre enfin d'une manière positive le terme de tant de mesures préliminaires. Nous sommes appelés à nous prononcer sur la proposition formelle de rétablir le système monarchique et de conférer la dignité impériale et héréditaire au Premier Consul. Je votai dans le temps contre le consulat à vie ; je voterai encore de même contre le rétablissement de la monarchie.

Lazare Carnot, allocution au Tribunat, 3 mai 1804.

Sujet 1 doc 2 p. 70

Christophe-Guillaume Koch (1737-1813), juriste alsacien, membre du Tribunat, a conseillé Napoléon Bonaparte notamment pour la loi de 1802 reconnaissant les cultes protestants.

Un État tel que la France, que sa position topographique, que l'étendue de ses frontières, la grandeur de sa population, sa richesse territoriale et industrielle appellent à jouer un premier rôle parmi les puissances européennes, doit avoir une unité d'action des plus parfaites, une suprême magistrature unique à laquelle aboutissent, en dernier ressort, toutes les branches du pouvoir exécutif. [...] Le pouvoir de ce chef unique, de cette suprême magistrature, doit être héréditaire [...]. C'est là le seul et unique moyen de préserver l'État des orages et des convulsions qu'un système électif quelconque entraîne naturellement avec soi. [...] La France ne pourra achever sa révolution [...] qu'en établissant cette suprême magistrature héréditaire, cet ordre de succession immuable qui seul pourra la mettre à l'abri de toute nouvelle secousse. [...] Et en qui pourra-t-elle mieux placer sa confiance qu'en celui même dont le génie a su fixer la victoire sous ses drapeaux, à qui l'Europe doit la paix, la France son calme, sa religion et ses lois ?

Christophe-Guillaume Koch, allocution au Tribunat, 3 mai 1804.

Sujet 2 p. 71

Stuttgart, 19 janvier 1806

Mon frère, mon intention est que dans les premiers jours de février vous entriez dans le royaume de Naples, et j'attends que vous m'instruisiez dans le courant février que mes drapeaux flottent sur les murs de cette capitale. Vous ne ferez aucune suspension d'armes et n'entendrez à⁽¹⁾ aucune capitulation. Mon intention est que les Bourbons aient cessé de régner à Naples ; je veux asseoir sur ce trône un Prince de ma maison, vous d'abord si cela vous convient, un autre si cela ne vous convient pas. [...] Le pays devra fournir les vivres, l'habillement, les remontes⁽²⁾ et tout ce qui est nécessaire à votre armée, de manière qu'elle ne me coûte pas un sol. Mes troupes du royaume d'Italie ne resteront dans le royaume de Naples qu'autant de temps que vous les y jugerez nécessaire, après quoi, elles retourneront chez elles. Vous lèverez une légion napolitaine où vous ne laisserez entrer que des officiers et soldats napolitains, des gens du pays qui voudront s'attacher à ma cause.

Lettre de Napoléon à Joseph Bonaparte.

(1) Consentirez à.

(2) Chevaux fournis à la cavalerie pour remplacer ceux qui sont morts.

L'histoire par les objets p. 72 : Les objets de la légende napoléonienne. La politique dans les intérieurs

La naissance d'un culte napoléonien

Napoléon occupe une place à part dans l'imaginaire collectif. Empereur de mai 1804 à avril 1814, il revient brièvement au pouvoir du 20 mars au 22 juin 1815 (les Cent-Jours). Après sa chute, il reste populaire dans le monde paysan, comme l'illustre la diffusion d'images et d'objets à son effigie. La silhouette, le profil et le bicorne de l'empereur sont aisément reconnaissables. Si les différents aspects de la « légende napoléonienne » sont mis en valeur, le Napoléon conquérant domine la production.

Des supports variés

Pichets, assiettes, verres, bouteilles, flacons, moules, éventails, foulards, pipes, tabatières, montres, cannes sculptées, boucles d'oreille, boutons, jouets... la liste des objets napoléoniens produits au XIX^e siècle s'étire presque à l'infini. Certains sont des pièces uniques, d'autres sont fabriqués en série. Les progrès techniques favorisent en effet la reproduction des images, notamment sur les faïences et les textiles, qui font ainsi entrer la politique dans les intérieurs.

Les significations politiques des objets

Sous la Restauration (1814-1830), les objets à l'effigie de Napoléon apparaissent comme une façon de contester la royauté restaurée, et leur production est surveillée par la police. En revanche, sous le Second Empire (1852-1870), ils participent à la promotion du régime impérial de Napoléon III, neveu de Napoléon Bonaparte.

À partir de la Troisième République, la production continue mais les objets napoléoniens, prisés des collectionneurs, n'ont plus la même dimension politique.